

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# 2007-2012 : Bilan anti-social (2)

- Politique -

Date de mise en ligne : mardi 17 avril 2012

---

Démocratie & Socialisme

---

**Nous publions ici la deuxième partie d'un article paru dans la revue *Démocratie&Socialisme* d'avril.**

## **Retraites : Mise à mort des 60 ans**

Le candidat Sarkozy avait annoncé qu'il ne toucherait pas à l'âge légal de départ en retraite. L'alignement sur les propositions du Medef restera le marqueur de son quinquennat.

Pourtant, dès 2007, il s'attaque aux régimes spéciaux ; fin 2009, des dispositions remettent en cause les droits familiaux des femmes salariées du privé.

Après un simulacre de concertation, le président lance les hostilités au printemps 2010, après des régionales catastrophiques pour sa majorité. Très vite, il reprend les revendications du Medef : report des âges (62 et 67 ans) et poursuite de l'allongement de la durée de cotisations.

Malgré une opposition de plus de 70% de la population, des manifestations atteignant 3 millions de personnes, le gouvernement passera en force.

Touchant tous les salariés, la réforme est particulièrement injuste vis-à-vis de ceux qui connaissent des carrières discontinues, à temps partiel, majoritairement des femmes. En novembre 2011, le Premier Ministre annonce l'accélération de la mise en oeuvre de la réforme des retraites.

Aucun rattrapage des pensions n'a été fait sous le quinquennat malgré les promesses de Sarkozy ; pire l'indexation des pensions sur les prix a conduit à une perte de plus de 1 % par an du pouvoir d'achat des retraités.

Cette loi, la méthode employée resteront comme le marqueur des années Sarkozy sur le plan social.

## **Santé et protection sociale dans le collimateur**

Les exonérations de cotisations sociales ont eu des effets sur les comptes de la Sécurité Sociale se sont nettement détériorés, accentuant les effets de la crise.

De nouveaux transferts vers les salariés et les familles ont été mis en oeuvre : franchises médicales, déremboursement de soins, augmentation du forfait hospitalier,...

L'hôpital public est désormais menacé. Des fermetures de nombreux services de proximité sont intervenues, menaçant le bien être et la santé des salariés du pays, à commencer par les plus fragiles, ceux en zone rurale ou éloignés des centres villes.

En 2011, les mutuelles ont été lourdement taxées, avec des impacts lourds sur le pouvoir d'achat et l'accès aux soins.

Les droits des femmes ont été remis en cause du fait des politiques publiques, avec des centres de planning familial fermés, de nombreuses fermetures de centre d'IVG, la contraception non remboursée.....

La loi annoncée sur la dépendance a été reportée sine die. La volonté d'une prise en charge hors de la sécurité sociale reste présente. Le transfert des charges sur les départements, sans les moyens financiers nécessaires - du fait de la hausse prévue des bénéficiaires potentiels - menace durement l'allocation autonomie actuelle, celle pour les adultes handicapés...

Le social n'est décidément pas la marque de fabrique de Sarkozy. Antisocial, pour reprendre un titre du groupe Trust, pourrait être son slogan de campagne.

Dans le même sens, la politique familiale a été marquée par une dégradation du pouvoir d'achat des prestations (modification de l'indexation....). L'accueil des jeunes enfants, les crèches, les écoles maternelles, les services périscolaires sont mis en cause. La loi qui remplace la cotisation familiale payée par les entreprises (5,4%) par une augmentation de la TVA payée par tous est non seulement un transfert de charge des entreprises vers les salariés, mais constitue, de fait, une menace sur l'avenir des prestations familiales.

## Mise en cause des politiques publiques

La Révision générale des politiques publiques (RGPP), avec fusions de services, attaques contre le statut général, développement de partenariats public-privé, répond à une double orientation parfaitement cohérente : réduire l'intervention publique et « libérer » le privé de toute contrainte.

Comment parler de lutte contre la fraude fiscale, les paradis fiscaux, tout en réduisant les moyens en fonctionnaires aux Finances publiques par exemple ?

Là comme ailleurs, ce sont les actes qu'il faut juger, pas les discours.

Les baisses d'impôts, les nouvelles niches fiscales (la niche Copé !) depuis l'élection de Nicolas Sarkozy ont fragilisé les comptes publics : exonération des heures supplémentaires, bouclier fiscal, suppression de la taxe professionnelle, réforme de l'ISF, ...L'ensemble de ces mesures a alourdi la dette publique de 400 milliards d'euros en dix ans, soit 20 points de PIB. C'est pourtant au nom de la dette et des déficits publics que l'austérité est imposée, alors qu'il apparaît clairement un problème de recettes insuffisantes et une répartition des richesses totalement déséquilibrée.

## Service minimum et mesures anti-grève

Le « service minimum », notamment dans les transports publics, intervient dès le début du quinquennat. Il impose des obstacles nouveaux pour empêcher ou contourner la grève (allongement du préavis, obligation de se déclarer gréviste, ...). Un dispositif similaire est mis en place dans l'Education nationale en 2008. Pendant le conflit sur les retraites, des salariés des raffineries sont réquisitionnés. Et il est prévu d'étendre ces dispositifs (transport aériens et services de sous-traitance qui leur sont liés ...).

**Quant au logement**, il y a 10 millions de mal logés, 700 000 personnes sans domicile personnel, dont plus de 100

000 à la rue ! Le budget logement des familles a augmenté.

Les logements notamment sociaux ne se sont pas accrus en conséquence, les prix et les loyers ont été poussés à la hausse, les aides (APL) ont baissé, ainsi que le nombre de leurs bénéficiaires. Les fonds du Livret A, destinés au financement du logement social, sont pour partie captés par les banques, au lieu d'être centralisés et utilisés à leur destination d'origine.

Dans les banlieues, la dégradation des conditions de logement s'ajoute à une dégradation des conditions de vie, au chômage, à la baisse des budgets des associations.

**En matière d'Environnement**, enfin, le Grenelle a accouché d'une souris. Les engagements sur le fret ferroviaire, les aides à l'énergie solaire, les obligations en termes de responsabilité sociale des entreprises, d'empreinte carbone ont été passés à pertes et profits.

## Sortir Sarkozy

L'heure des bilans s'achève et l'heure du choix arrive.

Le bilan de Sarkozy, c'est d'avoir obéi, malgré ses dénégations, aux marchés financiers. C'est la raison fondamentale de sa hargne à mettre en cause notre modèle social, à réduire les acquis sociaux, à abaisser nos protections.

Comme tous les libéraux, il pense que seule une défaite du salariat redonnera des marges de manoeuvre au monde des affaires, à sa prétendue compétitivité face aux marchés émergents.

Nous lui opposons une autre logique, celle de la satisfaction des besoins sociaux. La seule qui fait société, qui donne un sens à l'activité humaine et à l'action politique.

La reconduction de Sarkozy serait terrifiante pour le monde du travail. Car comme le dit fort justement François Hollande, **le projet du « candidat-sortant », c'est son bilan ... en pire !**

L'élection présidentielle est le point de départ pour de nouvelles logiques, de nouvelles solidarités pour plus de justice et d'égalité. Battre Sarkozy, c'est permettre un contexte plus favorable aux revendications du monde du travail, pour le progrès social. Ce sera un point de départ.

C'est la raison pour militer jusqu'au bout pour la victoire de François Hollande le 6 mai, et pour une majorité de gauche à l'Assemblée le 17 juin.